



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Joël VERA

Relations internationales, tourismes, parcs d'activité - Commune de Vendargues - Parc d'activités du Salaison - Mandat d'études et de réalisation pour la requalification du parc d'activités du Salaison confié à la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Créée en 1965, le parc d'activités du Salaison s'étend sur 157 hectares et accueille aujourd'hui près de 230 entreprises représentant plus de 2 700 emplois. L'état de vétusté de ce parc a amené Montpellier Méditerranée Métropole à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les entreprises dans un projet global qui redonne progressivement une nouvelle attractivité au parc d'activités.

Par délibération n°9462 en date du 1^{er} avril 2010, le Conseil a confié un mandat d'étude et de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), et défini le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat pour un montant de 6 258 529 € HT.

Par délibération n°12463 en date du 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé la signature d'un avenant n°1 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle relative principalement à l'intégration des travaux de rénovation du réseau d'eau potable, pour la porter à un montant de 7 105 000 € HT ;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat, pour un montant de 500 000 €, soit un montant total des avances s'établissant à 700 000 € ;
- la modification des modalités de remboursements de l'avance du mandant.

Par délibération n°13149 en date du 22 juillet 2015, le Conseil a autorisé la signature d'un avenant n°2 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, relative principalement à l'intégration des aléas en phase de travaux de rénovation du réseau d'eau potable, pour la porter à un montant de 7 937 000 € HT ;
- l'augmentation de 41 000 € HT de la rémunération spécifique du mandataire, liée aux nouvelles études pré opérationnelles, non prévues au mandat initial ;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat, pour un montant de 600 000 €, soit un montant total des avances s'établissant à 1 300 000 € ;
- la prorogation d'un an de la durée du mandat liée à l'augmentation du volume des travaux et aux nouvelles études pré opérationnelles à conduire.

Par délibération n°14153 en date du 25 octobre 2016, le Conseil a autorisé la signature d'un avenant n°3 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la prise en compte d'une rémunération complémentaire de 15 000 € HT du mandataire, liée à l'engagement et au suivi des études préalables au réinvestissement urbain de la façade RD 613-610 ainsi qu'au traitement de l'interface entre le parc d'activités du Salaison et les zones habitées voisines. Cette rémunération complémentaire de 15 000 € HT était intégrée au CRAC approuvée par délibération n°11785 en date du 25 juillet 2013, mais non intégrée aux avenants successifs ;
- la prorogation de la durée du mandat jusqu'au 4^{ème} trimestre 2019 afin d'intégrer la poursuite des études de requalification de la façade sur les RD 613 et 610 et la réalisation des travaux sur la fin de la rue de la Marbrerie et l'impasse de la Calade.

Par délibération n°14954 en date du 2 novembre 2017, le Conseil a autorisé la signature d'un avenant n°4 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la prise en compte d'une rémunération complémentaire de 77 000 € HT du mandataire, liée à l'accompagnement des entreprises du parc d'activités et à la création d'une plate-forme numérique à l'attention des entreprises.

La phase « diagnostic » des études « urbaines » concernant la requalification de la façade du parc d'activités sur les RD 613 et 610 s'est poursuivie jusqu'au 3^{ème} trimestre 2017. L'étude relative à la signalétique du Parc a également été finalisée.

En 2017, les études suivantes ont été réalisées :

- Schéma directeur hydraulique à l'échelle du parc d'activités du Salaison ainsi que des études sur la qualité sanitaire du cours d'eau ;
- Etude de structure de l'infrastructure ferroviaire existante ainsi que du potentiel en fret ferroviaire ;
- Etude des trafics routiers ;
- Etude de faisabilité d'un parking poids lourds mutualisé,

Les travaux de voirie liés à la 1^{ère} tranche de requalification du parc d'activités du Salaison sont pratiquement achevés et ont permis la requalification complète de 3,7 km de voirie représentant près de 5,3 hectares.

Après la réalisation des études en 2018 et 2019, les travaux concernant le réseau pluvial, la plate-forme de voirie et les espaces verts sur la fin de la rue de la Marbrerie et l'impasse de la Calade sont programmés courant 2020 afin de permettre l'intégration de la requalification du réseau pluvial sur ce secteur, non prévue initialement et nécessaire au regard des dysfonctionnements constatés.

Les résultats de la première tranche de requalification du parc d'activités du Salaison sont effectifs :

- Requalification complète de 3,7 km de voirie (plateforme de voirie, éclairage public, espaces verts, fibre optique, réseau pluvial, réseau d'eaux usées, réseau d'adduction en eau potable et défense incendie) représentant près de 5,3 hectares ;
- Requalification de la plateforme de voirie de l'ancienne route de Sommières sur une distance de 700 mètres ;
- Intensification de l'activité économique sur le parc d'activités illustrée par l'implantation de plus de 40 nouvelles entreprises, représentant près de 600 emplois ;
- Requalification et densification des emprises privatives par des investissements privés sur près de 18,5 hectares illustrées notamment par la délivrance d'autorisation d'urbanisme portant sur la création de près de 35 000 m² de surface de plancher ;
- Obtention le 3 avril 2015 de la certification « *HQE AménagementTM démarche certifiée par Certivéa* » en ce qui concerne les phases 1 à 5 du système de management d'opération de la 1^{ère} tranche de requalification du parc d'activités du « Salaison » qui est toujours la seule opération de requalification d'un parc d'activités à bénéficier de cette certification en France.

Dans la perspective de terminer les derniers travaux d'aménagement à réaliser sur la rue de la Marbrerie avec la mise en œuvre d'un renforcement du réseau pluvial, il est proposé d'approuver un avenant n° 5 pour prolonger le mandat jusqu'au 31 décembre 2020.

Le bilan financier prévisionnel diminue légèrement et est égal à 9 857 000 € TTC dont 128 000 € a été réalisé au cours de l'année 2018. Le financement du mandat reste inchangé, il est entièrement supporté par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau bilan financier prévisionnel ;
- approuver l'avenant n°5 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106270-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan prévisionnel
- Compte rendu annuel
- Avenant N°5

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.